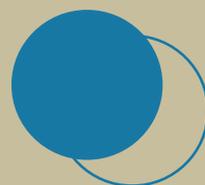


DOING BUSINESS GUIDE

S'IMPLANTER EN INDE :
POURQUOI ET COMMENT ?



Inde

Edition 2024

SOMMAIRE

BAROMÈTRE
DES IDE FRANÇAIS EN INDE 03

LES 5 PREMIÈRES
QUESTIONS À SE POSER
POUR BIEN SE PRÉPARER 04

L'INDE
EN QUELQUES CHIFFRES 05

10 BONNES RAISONS
DE S'IMPLANTER EN INDE 06

LES PRINCIPALES FORMES
DE STRUCTURES JURIDIQUES
EN INDE 08

LA GESTION D'UNE FILIALE
EN INDE 09

LES DIFFÉRENCES ENTRE
LA FRANCE ET L'INDE 10

LES SPÉCIFICITÉS
SOCIOCULTURELLES 11

NOTRE OFFRE DE SERVICES 12

QUI SOMMES-NOUS ? 13

LE MOT D'INTRODUCTION

À la recherche d'un troisième mandat dans le courant du 2ème trimestre 2024, le gouvernement réformiste de Narendra Modi met en avant les bons indicateurs macroéconomiques renforçant l'image d'une Inde qui s'affiche désormais comme 5ème puissance économique mondiale. La croissance économique indienne dépasse désormais les prévisions des analystes de la banque centrale indienne.

À la sortie de la période de latence qui a fait suite à la pandémie de Covid, l'Inde reprend un nouveau souffle pour les projets d'infrastructures. Les secteurs comme l'aéronautique, l'industrie portuaire et logistique, le nucléaire civil, la défense, les énergies renouvelables, les produits biopharmaceutiques et l'ensemble de l'économie digitale vibrent en Inde.

Les états en Inde deviennent attractifs et compétitifs pour les investisseurs étrangers et créateurs d'emplois.

Ce guide a pour objet de vous apporter un premier éclairage sur les règles et pratiques des affaires en Inde.

Nous sommes à votre disposition pour aborder avec vous, plus en détail, vos projets d'implantation.



Bonne lecture !

Onkar PATWARDHAN
General Manager Inde
onkar.patwardhan@pramex.com

BAROMÈTRE DES IDE* FRANÇAIS EN INDE

*IDE : Investissements Directs Etrangers

\$46,03 MdS
le stock des IDE entrants en Inde

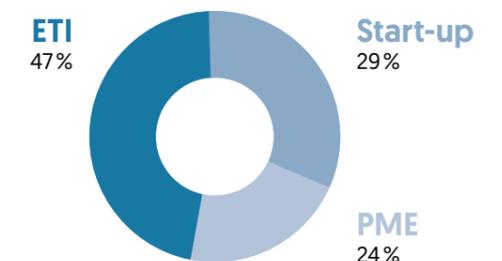
11ème
la place de la France en termes d'investisseurs étrangers en Inde en 2023

716
filiales françaises implantées en Inde en 2023



Bureau Pramex

ETI et Start up sont à l'initiative de la majorité des créations de filiales en Inde.



Création de filiales en Allemagne par type d'entreprises françaises (2022)
Source : Foreign Investment Promotion Agency (FIPA)

LES 5 PREMIÈRES QUESTIONS À SE POSER POUR BIEN SE PRÉPARER

Notre société peut-elle établir sa présence en propre ?

Les investissements étrangers en Inde sont ouverts à 100 % dans la majorité des secteurs. Il n'y a donc pas l'obligation d'avoir des partenaires capitalistiques locaux. Néanmoins, il est important de vérifier l'activité envisagée sur place et la politique [FDI policy] liée aux investissements étrangers autorisant ou non une entrée des capitaux sans approbation au préalable et vérifier les éventuels plafonds sectoriels.

Pour pouvoir vendre en Inde, un seul établissement suffit-il ?

Une structure capitalistique comme la filiale ou la succursale [avec restrictions] peut vendre en Inde depuis un seul établissement. Le système de TVA [GST] indienne étant harmonisé depuis juillet 2017, le fonctionnement est structuré et les taux sont uniformes sur l'ensemble du territoire.

Puis-je ouvrir un compte bancaire indien depuis la France ?

Oui, l'ouverture d'un compte bancaire et les opérations peuvent être faites à distance. Pour certaines opérations nécessitant une interface physique ou de fréquentes attestations et signatures, la présence d'un signataire résident est toujours plus pratique. Les normes KYC [données des bénéficiaires effectifs à hauteur de 10 % et plus] sont importantes pour éviter à votre compte bancaire local de passer en état dormant et gelé.

Comment être conforme pour l'imposition des salaires en Inde ?

En Inde, à la différence de la France, c'est l'employeur qui doit traiter les exonérations et revenus des employés avant de prélever les impôts, contributions et taxes régionales afin de verser le salaire net.

Puis-je transmettre les fonds vers l'Inde en faveur de notre établissement par compte courant ?

Les bureaux type « Bureau de Liaison » d'une société étrangère peuvent être alimentés en fonds depuis la maison mère. En revanche, concernant une filiale, les avances par compte courant rentreraient dans le cadre des emprunts levés à l'extérieur du pays et régulés par la banque centrale indienne.



L'INDE EN QUELQUES CHIFFRES

5^{ème}

Economie mondiale
La France est le 10^{ème} pays investisseur en Inde

1^{er}

producteur de lait
dans le monde en 2022

4^{ème}

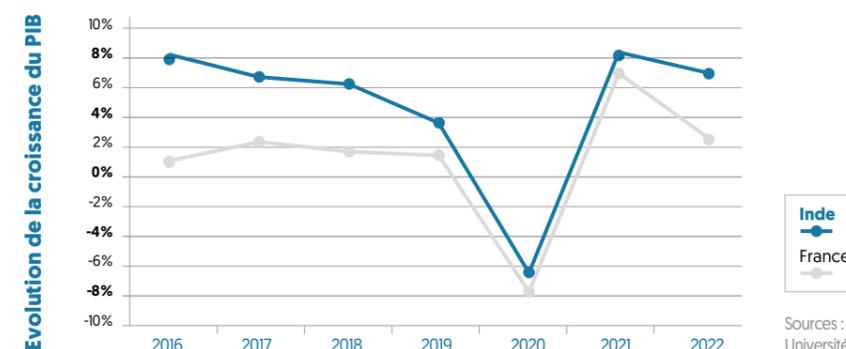
partenaire commercial
de la France en Asie avec 16,2 Md€ d'échanges commerciaux

46%

des paiements numériques mondiaux [89,5 M de transactions digitales en 2022]

2022	France	Inde
Rang du pays (PIB)	7	5
PIB [en Md\$]	2 937	3 542
Croissance du PIB [en %]	2,6	7
Population [en M]	68	1 428
S&P Global Ratings	AA	BBB-
Taux d'inflation [en %] au 01.01.2023	5,2	7

Sources : Banque Mondiale - FMI - Countryeconomy.com - populationpyramid.net



LES POINTS FORTS

- Marché intérieur important, classe moyenne qui se développe
- Économie diversifiée et en croissance
- Système politique stable, un gouvernement réformiste
- Main-d'oeuvre qualifiée anglophone
- Culture d'entrepreneuriat familial
- Ouverture internationale, population à la mobilité internationale importante

10 BONNES RAISONS DE S'IMPLANTER EN INDE

01 Une position économique rassurante

- La croissance du PIB en 2024 estimée par le FMI à 6,7% en fait ainsi la plus élevée parmi les pays en voie de développement.

02 Un immense marché de consommation

- L'Inde se place, en 2022, en troisième position en termes de consommation d'énergie et de pétrole.
- En 2022, le commerce en ligne a progressé de 22%.

03 La plus grande démocratie

- Une république souveraine, socialiste, séculaire et démocratique.
- A la différence d'autres pays d'Asie, l'Inde est un pays fédéral subdivisé en 28 Etats et 7 territoires. Avec, en 2023, 945 millions d'électeurs appelés aux urnes pour élire 545 représentants, il s'agit de la plus grande démocratie au monde. Ce pays compte 6 partis nationaux et 36 partis régionaux.
- Dérivé de la législation britannique, le système juridique indien est structuré et solide. Le pouvoir judiciaire le plus élevé est détenu par la Cour Suprême qui possède le pouvoir de contrôle de constitutionnalité des lois. La Cour Suprême fonctionne uniquement en anglais.
- Les lois comme la RTI (*Right to Information Act*) sont le symbole de la liberté, de la participation et de la possibilité, pour tout citoyen, de demander des informations auprès des autorités publiques.

04 Une diversité des territoires et une position stratégique

- L'Inde devient un acteur régional important sur le plan géopolitique régional d'Asie du Sud.
- Ses diversités géographique, climatique, culturelle, linguistique, en ressources naturelles ainsi que son tissu économique rendent ses territoires plus dynamiques que ceux d'autres pays émergents.
- Les états du sud de l'Inde contribuent à hauteur de 30% au PIB.

05 Une démographie riche

- L'Inde compte 1,42 milliard d'habitants. Elle est le deuxième pays le plus peuplé au monde après la Chine et devrait prendre la première place vers 2025.
- 35% de la population est urbaine.

06 Vers une numérisation progressive

- Les paiements par cartes bancaires affichent des chiffres record.
- Les initiatives de E-gouvernance dans plusieurs services administratifs d'état sont marquantes.
- En 2023, 865 millions de souscripteurs d'internet sans fil.

08 Une amélioration des infrastructures

- Les infrastructures routières et portuaires sont robustes avec une réelle ambition de modernisation.
- L'Inde a construit 6 217 km de routes en 2023.
- Plus de 100 aéroports répartis sur l'ensemble du territoire.

09 Une politique d'ouverture économique

- L'ouverture graduelle de l'économie depuis 1995 attire les investisseurs étrangers souhaitant créer de la valeur ajoutée sur le marché local en faveur de la société indienne et fournir un accès au crédit et à l'emploi.
- La récente campagne « *Make in India* » fait appel aux investisseurs étrangers pour qu'ils investissent dans le secteur manufacturier indien, ce qui constitue une difficulté sur d'autres marchés asiatiques.

07 Une population qualifiée et de plus en plus ouverte à l'international

- La diaspora indienne est très répandue au Moyen-Orient, en Afrique, à Singapour, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Une population qui garde des liens avec ses origines contribuant ainsi à son développement par le biais des investissements, de l'entrepreneuriat et des affaires bilatérales, de l'apport en technologies, éducation et recherche ainsi que les réseaux socioculturels.
- Pays comptant le plus grand nombre de jeunes anglophones qualifiés.

10 Une bancarisation graduelle

- Le paysage économique rural est en train de changer avec un accès croissant aux réseaux bancaire et postal.
- L'inclusion bancaire prioritaire en milieu rural augmente le niveau d'épargne et de discipline économique au sein des foyers ruraux. Une trentaine de banques nationalisées participe largement à la couverture bancaire de ces foyers.
- Les versements en provenance du secteur social et des subventions se font par voie bancaire.

LES PRINCIPALES FORMES DE STRUCTURES JURIDIQUES EN INDE

Structures temporaires aux activités restreintes

« Liaison office » (bureau de liaison)

Activités restreintes : il sert à représenter et /ou promouvoir sa maison mère. Renouvellement obligatoire tous les 3 ans. Aucun revenu lié à une production de biens ou de services localement n'est possible.

« Project office »

Structure dédiée à un projet spécifique et temporaire par nature. Elle est mandatée par une entité indienne et financée sous conditions spécifiques. La maison mère sera chargée de financer le « Project Office ».

« Branch office » (succursale)

Il s'agit d'une extension de la maison mère assujettie au contrôle de change. Renouvellement obligatoire tous les 3 ans. Activités restreintes au négoce, import-export et prestations sans fabrication ni vente au détail. Fiscalité spécifique moins intéressante.

La filiale : Les structures capitalistiques

Limited Company

Structure cotée ou non, avec un minimum de 7 actionnaires personnes morales ou physiques, locaux et/ou étrangers
Capital minimum : 100 000 roupies
Board composé de 3 à 12 directeurs
Peut être utilisée pour la constitution d'une JV

Private Limited Company

La mieux adaptée pour créer les filiales majoritairement détenues par des investisseurs étrangers. Similaire à la SARL française.
De 1 (si « One Person Company ») à 200 actionnaires
Capital minimum : 100 000 roupies
2 directeurs en permanence dont 1 « local » (indien ou étranger résident + 180 jours en Inde)
Peut être utilisée pour la constitution d'une JV

Limited Liability Partnership

Peu utilisée par les investisseurs étrangers même si elle peut accueillir des investissements directs étrangers sous conditions. Appelée « Firm », elle se constitue avec 2 associés minimum et sera utilisée pour les affaires familiales, cabinets de professions libérales, etc.

LES ÉTAPES DE CRÉATION D'UNE FILIALE / PRIVATE LIMITED COMPANY EN INDE

01

- Validation des éléments clés constitutifs de la filiale (dénomination et raison sociale, NIC Codes, statuts, actionnariat, capital social/BP, directeurs, ...)
- Préparation documentaire : structure actionariale détaillée de la maison mère, K-Bis, passeports, justificatifs de domicile, photos d'identité
- Rédaction manuscrite du Memorandum of Association et des Articles (objets et statuts) avec notariation et apostille

3 SEMAINES

02

- Validation de l'adresse de domiciliation légale (LOI pour un bail)
- Activation des signatures numériques

2 SEMAINES

03

- Formalités d'enregistrement on-line SPICE : formatage spécifique et téléchargement des pièces justificatives, suivi auprès du RCS indien
- A/R informations supplémentaires demandées par le RCS

2 SEMAINES

04

- Obtention du certificat d'incorporation
- Numéros fiscaux
- Ouverture du compte bancaire local

1 À 2 SEMAINES

05

- Versement du capital social
- Enregistrement GST (après signature du bail définitif)

1 À 2 SEMAINES



Délais indicatifs pour un total environ **3 mois***

* Processus sujet aux changements en termes de délais et formulaires

Droit applicable : Companies Act 2013 - Autorité réglementaire : Reserve Bank of India, Ministry of Corporate Affairs

LA GESTION D'UNE FILIALE EN INDE

APERÇU D'UN CALENDRIER DE GESTION CLASSIQUE D'UNE STRUCTURE JURIDIQUE EN INDE

Fréquence	Comptable - Fiscal	DRH - Paie	Gouvernance
Mensuelle	<ul style="list-style-type: none"> Tenue comptable Versement des retenues à la source Déclaration GST : ventes et achats 	<ul style="list-style-type: none"> Fiche de paie Calcul et retenue d'impôts à la source puis versement Versement des contributions 	<ul style="list-style-type: none"> Tenue de divers registres PV d'assemblées du directoire Notification des changements d'administrateurs, siège, prêts hypothéqués au RCS indien
Trimestrielle	<ul style="list-style-type: none"> Réconciliation des retenues à la source 	<ul style="list-style-type: none"> Réconciliation des retenues à la source des impôts sur salaires versés 	
Annuelle	<ul style="list-style-type: none"> Audit annuel des filiales et succursales Déclarations fiscales annuelles et prix de transfert Attestation de conformité pour les bureaux de liaison 	<ul style="list-style-type: none"> Remise des certificats aux employés de rétention d'impôt à la source 	<ul style="list-style-type: none"> AG et adoption des comptes Déclaration annuelle d'audit et conformité certifiés : <ul style="list-style-type: none"> par les filiales au RCS par les bureaux de liaison au RCS et à la banque centrale

ESTIMATIONS DES DÉPENSES LIÉES À LA GESTION D'UNE STRUCTURE

Données en euro (€)	France	Inde	
Coût moyen annuel m ² bureau	522	35	↘ -93%
Salaire moyen brut annuel Directeur Commercial	130 000	18 000	↘ -86%
Salaire horaire minimum brut légal	11,52	1,4	↘ -88%
Menu Fastfood	10	3,8	↘ -62%
Coût abonnement mensuel transport en commun	84	5,5	↘ -93%
Forfait mensuel internet 10 Mbps	27,5	8	↘ -71%
Tarif local mobile 1mn prépayée	0,27	0,02	↘ -93%
Loyer mensuel (3 pièces en centre-ville)	2 760	1 600	↘ -42%

Au 06.05.2024 : 1 INR = 0,01 EUR

Sources : Robert Walters Salary Survey 2023 ; Le coût de l'Expatrié - Banque Populaire ; combien-coute.net

LES DIFFÉRENCES ENTRE LA FRANCE ET L'INDE

DROIT FISCAL

Taxation directe

L'année fiscale indienne couvre la période allant du 1er avril au 31 mars N+1.

Différents profils de personnes imposables sont classés par la fiscalité indienne :

1. *Resident Individual*: Individuals, HUF (*Hindu Undivided Family*), Seniors, Super-Seniors
2. *Non-Resident Indian*
3. Résident / sociétés locales (y compris des filiales de droit indien)
4. Sociétés étrangères (notamment les succursales)

Impôt sur le revenu salarial prélevé par l'employeur à la source

Revenu imposable (INR)	Impôt
Compris entre 300 001 et 600 000	5%
Compris entre 600 001 et 900 000	10%
Compris entre 900 001 et 1 200 000	15%
Compris entre 1 200 001 et 1 500 000	20%
Supérieur à 1 500 001	30%

Mode opératoire de calcul et versement :

- Retenue à la source : la *Tax Deducted at Source* (TDS) est appliquée par l'employeur selon le barème de revenu salarial et selon les justificatifs de l'épargne exonérables et dépenses liées à la protection sociale et santé obtenues auprès des employés.
- Depuis 2020, une option de barème ancien (*Old Regime*) avec des exonérations possibles sur la base des déclarations et justificatifs remis par les employés.
- Le prélèvement de l'impôt et le versement sont mensuels et l'employeur doit fournir à l'employé, à la fin de l'année fiscale, une attestation téléchargée.

Impôt sur les sociétés (IS)

25%

pour les sociétés ayant opté pour la section 115BA
Société établie après le 1er mars 2016 et répondant aux conditions d'activité de production seule et de déduction de revenus

22%

pour les sociétés ayant opté pour la section 115BAA
Une société de droit indien sera imposée à 22 % à partir de l'année 2019-20 après avoir rempli certains critères de déduction de revenus

15%

pour les sociétés ayant opté pour la section 115BAB
Société de droit indien établie après le 1er octobre 2019 ayant démarré la production avant le 31 mars 2023 et d'autres critères : seulement une activité de fabrication

30%

pour les sociétés dont le CA atteint INR 400 Crore*
l'année précédente ou n'ayant pas opté pour l'une des 3 premières options

40%

pour les sociétés étrangères (succursale) ou non résidentes

- + Surcharge calculée sur les impôts de base

	Si revenu compris entre INR 1-10 Crore*	Si revenu > INR 10 Crore*
Société de droit indien	7 %	12 %
Société étrangère, succursale	2 %	5 %

- + *Health and Education Cess* : taxe supplémentaire calculée sur les impôts de base à hauteur de 4 % du montant des impôts

* INR 1 Crore = INR 10 000 000

LES SPÉCIFICITÉS SOCIOCULTURELLES

COMPORTEMENT DANS LES AFFAIRES



La gamelle « *dabba* » est apportée par les salariés ou leur est livrée. Le repas est pris dans son cercle hiérarchique au réfectoire.



Pour assurer la crédibilité et le sérieux de l'entreprise, un contact avec le Manager Pays et des dispositifs tels qu'intranet, des repas d'équipe, des groupes sur les réseaux sociaux sont les bienvenus.



Le télétravail (*Work From Home*) est devenu un véritable phénomène depuis la Covid et un sujet tabou pour les recruteurs : un vrai challenge pour les employeurs pour tenter de maintenir l'équilibre entre bienveillance et efficacité des collaborateurs en télétravail.



L'esprit festif lors des fêtes est très perceptible au travail.

HORAIRES DE TRAVAIL

48

Heures par semaine de 6 jours selon le *Factories Act*. Le jour de congé hebdomadaire n'est pas forcément un dimanche pour les ouvriers. Les multinationales et les grandes sociétés privées ont un week-end de 2 jours. **Les banques travaillent le samedi matin** en plus des 5 autres jours de la semaine. **Les fonctionnaires ont 2 week-end sur 4 avec les samedis ouvrés.**

21

Jours de congés payés par an maximum
Vastes différences entre les secteurs public, privé et bancaire

9

Jours fériés festifs dans l'année
avec des variantes selon les Etats.

FACTEURS DÉTERMINANT LES NIVEAUX DE SALAIRES

Echelles salariales systématiquement basées sur les allocations et indexées sur l'inflation dans le secteur public

- Ancienneté
- Stagnation de grade
- Mutation
- Evolution de poste
- Qualification
- Castes / Quotas

Structure CTC (*Cost To Company*) et grades dans le secteur privé

- Fidélité
- Qualification
- Variables / Objectifs
- Expérience
- Evolution de poste
- Evaluation



Les membres de la famille des expatriés doivent détenir un visa « *Emploi* » obtenu dans le pays d'origine pour travailler en Inde. Tout séjour de plus de 180 jours nécessite l'obtention d'un titre de séjour sur place sous 14 jours. Les e-visas indiens permettent les visites « *affaires* » et « *tourisme* » avec fréquence déterminée.

CODE DU TRAVAIL



Il n'existe pas de Code du travail comparable au code français. Néanmoins, le « *New Wage code 2019* » cible à faire converger davantage de lois et à harmoniser les normes à travers les secteurs. Contributions au *Provident Fund* – Retraite obligatoire à partir de 20 employés, adhésion volontaire possible également. Assurances « *mission de déplacement* » obligatoires pour les visas. Une assurance privée médicale souscrite par l'employeur est perçue comme un plus.



L'essentiel de la protection des salariés découle du statut du travailleur et des conventions de branche.



Syndicat (*Trade Union*) : Un syndicat peut être formé au sein d'une société seulement si, au minimum, 10 % de l'effectif total (ou 7 employés) sont adhérents et si l'autorité locale est avertie. Protection des femmes contre le harcèlement sur le lieu de travail : la loi *Sexual Harassment of Women at Workplace Act* de 2013 oblige les sociétés ayant un effectif de 10 personnes et plus à former un comité interne présidé par une employée et constitué de 4 employés (2 hommes et 2 femmes) et d'un membre d'une ONG rompu à ces problématiques.

NOTRE OFFRE DE SERVICES

Accompagner les start-up, PME et ETI françaises dans leurs projets d'implantation à l'étranger par la création et la gestion administrative de filiales ou par acquisition.

N°1 EN GESTION DE FILIALES ÉTRANGÈRES DE START-UP, PME ET ETI FRANÇAISES

Croissance organique (CM)

Nous assistons nos clients dans leur processus d'internationalisation :

- Conseil en implantation internationale
- Création de filiales à l'étranger
- Gestion comptable, fiscale et financière de la structure
- Gestion des ressources humaines

Pour plus d'informations : www.pramex.com

START-UP

PME

ETI

Croissance externe (M&A)

Nous conseillons les PME et ETI françaises dans leurs projets :

- Acquisitions à l'international
- Cessions internationales
- Levées de fonds, LBO et recomposition du capital
- Sur des opérations de 5 à 150 M€ (valeur de transaction)



Un **service externalisé d'assistance** à la gestion comptable, fiscale, RH et administrative



Des **experts bilingues de proximité** pour un accompagnement renforcé



Des **équipes agiles et structurées** pour vous focaliser sur votre développement



Un **suivi centralisé** par un interlocuteur dédié en France et des processus harmonisés

QUI SOMMES-NOUS ?



17
Implantations



13
Pays



135
Professionnels
biculturels



+1000
Filiales gérées/an



www.pramex.com



Simplifier votre déploiement international



Contact Pramex Inde

66 C Mittal Court
Nariman Point
400021 Mumbai
contact@pramex.com

www.pramex.com

Avertissement

© Tous droits réservés. Ce document demeure la propriété de Pramex International. Toute reproduction, traduction ou adaptation, qu'elle soit intégrale ou partielle, quel qu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans autorisation de Pramex International. Pramex International décline toute responsabilité concernant les informations contenues dans le présent ouvrage et ne saurait être tenu pour responsable d'une quelconque décision prise sur la base de ces informations. Le présent document concerne des données d'ordre général qui ne constituent pas un conseil. Nous vous invitons à nous consulter pour de plus amples précisions.

© Mai 2024 – Direction de la communication - Pramex International